

## FINANCEMENT DU NÉGOCE INTERNATIONAL

# Quels outils informatiques pour gérer les risques?

Les activités du commerce international nécessitent des financements particulièrement lourds et génèrent des risques multiples dont la gestion demande le suivi d'un nombre important d'indicateurs. Le plus souvent, ces derniers sont compilés dans de simples tableurs Excel alors que des solutions beaucoup plus performantes sont désormais disponibles sur le marché.

**Jean-Luc SPINARDI**

MIT (Micro Informatique & Technologies SA)

Le négoce de matières premières est une activité historique très importante du bassin lémanique. Elle a commencé à se développer de manière très importante durant la période d'après-guerre. Aujourd'hui, on estime qu'entre Lausanne et Genève, le tiers, voire la moitié, des ventes mondiales de grains, de sucre, de jute ou de pétrole passe par les bords du Léman. Par ailleurs, Genève, grâce au trading de pétrole, est devenue aujourd'hui la première place mondiale de vente et d'achat de pétrole russe, et talonne de près Londres pour le négoce de l'or noir mondial.

Dans ce contexte, une forte activité bancaire de financement de négoce international s'est développée dans la région lémanique. D'ailleurs, rien qu'à Genève, des banques telles que BNP Paribas, le Crédit Agricole, la Banque Cantonale de Genève et la Banque de Commerce & de Placements, entre autres, sont très actives dans ce domaine.

On peut distinguer deux approches ou «écoles de pensée» relatives au mode de financement de cette activité. Primo, un mode de financement basé sur le bilan de l'entreprise. Ce type de financement dit «corporate» vise principalement des sociétés au bénéfice d'une certaine assise financière, mais nécessitant un fond de roulement confortable pour financer leur activité. Ce genre de financement qui se

base essentiellement sur la capacité de la compagnie à rembourser, requiert, en principe, moins de contrôle de la part de la banque une fois le financement octroyé. En d'autres termes, c'est l'analyse du bilan qui constitue la pierre angulaire de ce type de financement.

Secundo, un financement de type transactionnel qui, à l'inverse du précédent, ne se base pas sur le bilan, mais sur la marchandise financée. En effet, une des caractéristiques principales des sociétés de négoce de matières premières, mise à part les grandes compagnies, en est leur faible

«La mesure efficace  
la plus évidente consiste  
en la mise en place d'outils  
informatiques performants  
pour sécuriser l'activité  
tout en étant capable de  
prendre des décisions  
rapides basées sur  
des données fiables»

JEAN-LUC SPINARDI – MIT

capitalisation. Dans ce type de financement, on comprend aisément qu'il est fondamental pour une banque de suivre le cheminement de la marchandise physique sachant qu'elle représente le gage de son financement. La notion de collatéral et d'évaluation du risque prend donc toute sa dimension.

### Plusieurs types de risques

Ce deuxième type de financement demande une grande connaissance des marchés, mais également une grande connaissance des clients à qui l'on va avancer ces fonds. Les risques sont limités dans certains types de transactions par la possession de documents tels que les connaissements (Bill of Lading), qui représentent un droit de gage sur la marchandise financée. Cependant, la complexité des transactions conduit les banques à se diriger vers des types de financement toujours plus particuliers et risqués, mais également plus lucratifs. Néanmoins, les banques pratiquant cette activité doivent toujours mettre en balance plusieurs indicateurs afin d'assurer un suivi optimal, plus particulièrement le respect des limites de financement octroyées par la banque en faveur d'un client donné, le niveau et le type de ses engagements, l'évaluation de ses collatéraux et, surtout, une grande maîtrise et connaissance des différents risques liés à cette activité. On distingue, en général, plusieurs types de risques:

- **Le risque client** ou «KYC – Know your Customer». Il incombe au gestionnaire de bien connaître son client et de savoir si ses compétences et son professionnalisme représentent déjà une garantie suffisante pour lui prêter des fonds; la notion de réputation et de confiance jouant un rôle prépondérant.
- **Le risque pays**. Le risque est évalué différemment selon qu'une marchandise se trouve dans tel ou tel pays. Le fait qu'une marchandise puisse transiter par différents pays aura un impact certain sur le calcul du risque et sur son évaluation.



Les risques liés à une transaction commerciale sur les commodities sont nombreux.

- **Le risque du marché** ou risque prix. La marchandise étant le seul gage pour la banque, il lui incombe donc de suivre l'évolution de son prix. Plus le prix d'une matière première est volatil, plus le risque est élevé pour la banque.
- **Le risque de contrepartie.** La banque doit évaluer le risque lié aux contreparties des transactions qu'elle finance. On entend par contrepartie le second volet d'une transaction au cours duquel la marchandise est revendue à une contrepartie et dont le paiement servira à rembourser les fonds avancés.
- **Le risque opérationnel.** La banque doit mettre en place des procédures internes très strictes quant à la gestion de cette activité et veiller au respect de ces dernières par ses collaborateurs. La définition du cadre de travail et son suivi scrupuleux demeurent un souci constant du management étant donné la nature même de l'activité. La mesure efficace la plus évidente consiste en la mise en place d'outils informatiques performants pour sécuriser l'activité tout en étant capable de prendre des décisions rapides basées sur des données fiables.

C'est sur ce dernier point, entre autres, que les banques sont en train d'évaluer si leurs outils informatiques sont toujours en phase avec les prérequis actuels du marché et des demandes toujours plus exigeantes des auditeurs. En effet, cette activité étant très particulière, il devient fondamental pour les auditeurs d'obtenir, d'une part, des données fiables et, d'autre part, pour les managers qui ne sont pas du sérail, d'avoir une certaine maîtrise sur ces financements toujours plus complexes. Dans le climat de crise financière que nous traversons, force est de constater que les banques et les éditeurs de logiciels bancaires n'ont qu'une seule phrase à la bouche depuis dix-huit mois: «*Comment améliorer la gestion du risque?*» et le financement des matières premières n'échappe pas à ce débat. De plus, les réglementations Bâle II actuellement en vigueur contraignent les banques à se pencher de manière précise et efficace sur la question de l'évaluation d'un risque lié à une activité pour la banque. En effet, celle-ci aura des répercussions sur l'allocation de fonds propres nécessaires à cette activité.

## Les insuffisances d'Excel

S'il s'avère qu'à l'heure actuelle, les banques sont, en général, plus ou moins bien équipées avec des outils informatiques éprouvés pour la saisie et la comptabilisation de leurs opérations liées à des instruments financiers tels que le crédit documentaire, la garantie bancaire ou encore l'encaissement documentaire, il n'en est pas de même pour le suivi proprement dit de ces financements et des lignes de crédit y relatives. En effet, l'outil bureautique le plus fréquemment utilisé dans les banques pour le suivi transactionnel est une feuille de calcul Excel. Le fichier Excel offre une grande flexibilité au gestionnaire de la banque pour suivre l'évolution de ses transactions tout en calculant la position économique

globale de son client à un moment donné. La position s'établit en consolidant manuellement de l'information provenant, en général, de plusieurs sources hétérogènes. Cette position économique sert de «baromètre» à la prise de décision d'un gestionnaire ou d'un comité de crédit en ce qui concerne le financement d'une transaction pour son client.

Nonobstant la flexibilité d'une feuille Excel, cette dernière présente un sérieux risque en termes de sécurité et de fiabilité de l'information présentée, alors que cette information sert de support à des décisions de financement pour des montants à sept ou huit chiffres. D'où la nécessité croissante de proposer de nouveaux outils informatiques innovateurs s'intégrant aisément au sein d'une infrastructure bancaire existante. La finalité étant d'automatiser l'extraction de données provenant de différents systèmes hétérogènes en vue de les synthétiser dans un outil à même de présenter une analyse précise de la position économique de son client en temps réel. ■

J.-L.S.